



Les élus SUD Aérien, qui utilisent pleinement leur liberté d'expression pour défendre, sans concession, leurs convictions divergentes de la pensée dominante, sont de tout cœur avec les proches et les victimes des odieux attentats. Ils espèrent que Charlie hebdo continuera à paraître avec son esprit subversif et satirique.

## ***Bonne année 2015... Clairvoyance, vigilance et action !***

**Une bonne année 2015 à tous !** Cette année sera aussi celle des précisions sur PREFORM 2020, car pour l'instant rien n'est très clair. A n'en pas douter, la direction veut encore gagner plus sur le dos des personnels, réaliser des transferts d'activités sur le low-cost quitte à démanteler Air France par morceaux.

**2015 une année combative :** Il ne faudra pas accepter tête basse de nouveaux reculs sociaux, de nouvelles suppressions d'emplois, de nouveaux transferts d'activité, ni aucune décision de restructuration qu'elle vienne de la direction ou de la holding.

**2015 une année électorale :** C'est aussi en mars, que vous élirez vos délégués au Comité d'Entreprise et vos délégués du personnel. Du choix que vous ferez, dépendra la hauteur des attaques sociales que vous aurez à subir. Reconduire massivement les syndicats signataires de Transform et du « temps de travail augmenté » conduirait inévitablement à laisser les mains libres à la direction pour aggraver l'austérité.

### **Bilan financier Transform 2015 DGSJ**

La DGSJ a présenté les mesures d'économies de ces 3 dernières années. Elles ont rapportées à la compagnie **94.9M€** (dont 49 millions d'euros en 2014). La direction les a décomposées en 3 parties :

- Programme de transformation de l'informatique « ITTP » : **43.9 M€**
- Gains Achats, réduction MTC, maîtrise coûts divers, optimisation fonctions support : **33.2 M€**
- AF Transform 2015 : Gel des augmentations de salaires, limitation du GVT (ancienneté, promos, avancements), confiscation de jours d'hiver, RTT et HI : **17.8M€**

La suppression des RTT et HI ne peut pas induire d'économies puisque la durée annuelle travaillée est inchangée. Par contre les indemnités kilométriques domicile augmentent du nombre de jours travaillés supplémentaires. Donc les 17.8 M€ sont vraisemblablement surévalués. **On constate que la suppression des 185 postes (12,1 % de l'effectif DGSJ), la confiscation de nos acquis sociaux et la chute de notre pouvoir d'achat a rapporté au mieux 18.7% de l'économie globale réalisée ! Cela confirme que ces mesures ont été plus imposées pour appliquer les préconisations dogmatiques du Medef que pour faire faire de réelles économies à Air France. Merci aux signataires de Transform !**

### **Quizz du mois ... « le pacte de compétitivité » !**

Sachant que 5,5 millions de personnes n'ont pas (ou trop peu) travaillé en décembre. Combien auront un emploi digne grâce au « pacte de responsabilité » en 2015 ?

A : 5.5 millions de salariés B : aucune C : ne sais pas

Quel est le montant du cadeau fait aux entreprises ?

A : 30 millions € B : 30 milliards € C : ne sais pas

### **LIDO : on nous aurait menti ?**

Pour défendre l'achat de LIDO, plutôt que la réalisation en interne des nouvelles applications des opérations aériennes, la direction a utilisé l'argument que les informations pour les PNT indispensables à la réalisation du vol (les NOTAM), ne seraient plus gérés par AF, mais qu'AF utiliserait la base de données NOTAM de lufthansa. Ayant vu passer une offre de poste à CDG sur le suivi de ces NOTAM. Nous avons donc demandé à la direction si AF allait utiliser comme prévu les données de Lufthansa. La direction n'avait pas la réponse.

Nous avons également exposé en session CE les critiques de collègues pilotes qui nous ont décrit les régressions de LIDO par rapport à Octave, l'ancien produit AF.

De plus Lufthansa Systems revend son activité à IBM : Quel pourrait être l'impact pour AF (SIRAX, LIDO) ?

### **Menaces sur la Business Intelligence ?**

P.Mordrel aurait commandé un audit de la BI AF auprès de ... Tata Systems ... A.Riche prétend ne pas être au courant ! On attend toujours des explications !

## « Lavage de cerveau » économique

La direction nous a encore présenté un bilan financier catastrophique de la compagnie afin de culpabiliser les salariés et de préparer les esprits au nouveau serrage de ceinture de PERFORM 2020. SUD Aérien le réaffirme, la politique salariale dépend du bon vouloir de la direction qui a montré qu'elle a largement les moyens de payer mieux ses salariés puisqu'elle était prête à dépenser 1 milliard d'euros dans sa low-cost. Ce « lavage de cerveau » nous permet de poser toutes ces questions restées sans réponse :

- La direction nous rebat les oreilles avec le coût de la grève PNT et en filigrane les conséquences sur la politique salariale, or elle a dû payer de lourdes amendes pour les ententes sur le Cargo (plusieurs fois le coût de la grève PNT). Sur ce sujet silence radio. Pourquoi ne parle-t-elle pas des conséquences sur sa politique salariale de ces lourdes amendes payées ?
- Il n'est pas inutile de rappeler l'écart excessif entre les rémunérations les plus basses et les plus hautes à Air France. Si la situation économique d'AF est aussi mauvaise qu'elle le prétend pourquoi la direction n'applique-t-elle pas ce que revendique SUD Aérien à savoir la limitation du rapport salarial à Air France à un rapport de 1 à 5 entre la plus basse et la plus haute rémunération (au lieu des 1 à 60 actuels) ?
- Rappelons également l'existence des scandaleuses retraites chapeau dont nous demandons la suppression immédiate. Une nouvelle loi augmente la taxation des retraites chapeau, cette taxation est à la charge de l'employeur. Quel en sera donc le coût 2014 et l'augmentation que cette loi va générer sur le coût pour 2015. Pas de réponse.
- Il paraît que la grève PNT chez Lufthansa aurait coûté 2 fois moins cher que celle d'Air France. Il est vrai qu'elle a duré moins longtemps. Pourquoi le PDG a-t-il annoncé cette provocation qu'est Transavia Europe au début du conflit, pourquoi n'a-t-il pas négocié plus tôt, dès le début du préavis sans attendre la grève ? Son entêtement a fait perdre à AF de quoi financer les revendications des PNT pendant plusieurs décennies.  
**Juniac démission !**
- Pourquoi la direction tente-t-elle de minimiser l'effet bénéfique de la chute du prix du carburant, de 115 \$ le baril en juin il est à 49 \$ aujourd'hui et il représente un tiers des dépenses d'Air France ?
- Air France a bénéficié du scandaleux cadeau fiscal qu'est le crédit impôt recherche, pour quel montant ?

## Les élections des représentants au CE le 12 mars : une occasion de parler du rôle du CE.

Les représentants au CE ont un double rôle :

1. **Se prononcer sur les modifications d'organisation présentées par la direction.**
2. **Gérer l'activité « Loisirs et Culture »**

Des démagogues préconisent, pour les « Loisirs et Culture », des solutions financières qui encouragent les égoïsmes et le repli sur soi, sans se poser les questions suivantes :

Le rôle du CE est-il de compenser le blocage des salaires et l'érosion du pouvoir d'achat, (décidés par la direction et les 4 syndicats signataires de Transform), en versant toujours plus d'argent aux agents ?

Le CE SI doit-il devenir un redistributeur automatique de la ligne 37 F de la feuille de paie (subvention au CE) favorisant ainsi le « chacun pour soi » ?

Ne doit-il pas être un incitateur culturel ? Sommes-nous seulement des consommateurs qui n'avons rien à faire ensemble en dehors du travail ?

Ce n'est pas parce que l'entreprise organise toujours plus d'individualisme, qu'il faut transposer cela dans la sphère culturelle. Au contraire il faut faire baisser la pression.

Il faut un lieu de proximité animé et vivant, qui permette de se réunir, un endroit qui favorise l'échange d'expériences, de lectures, de voyages, de sensibilités artistiques, de goûts musicaux ou autres.

### GPEC : gestion prévisionnelle des emplois et compétences

#### DGSI : toujours rien

Dans GPEC le P c'est « prévisionnelle » or comment prévoir quand on ne sait pas où l'on va ? Depuis des années la DGSI fait des projets qu'elle ampute ou supprime au gré des exigences des rabotages budgétaires imposés par la direction. Les élus réclament depuis longtemps un plan industriel.

Mais nous savons que l'austérité imposée mettra à mal ce plan. **Nous pensons qu'Air France se porte suffisamment bien pour que le budget de la DGSI soit sanctuarisé et pour que le plan industriel soit autre chose qu'un exercice de style. Le budget de la DGSI ne doit plus servir à empêcher ou limiter des projets que les directions utilisatrices veulent financer !**

